ATELIER 17

LES COMPORTEMENTS ÉLECTORAUX DANS LES BANLIEUES FRANÇAISES : CONSTATS ET ÉLÉMENTS EXPLICATIFS

Christine FAUVELLE-AYMAR, LAEP, Université de Paris 1
Abel FRANÇOIS, LAEP, Université de Paris 1

L'objectif de cet atelier est de susciter un débat sur l'analyse des comportements électoraux dans les quartiers de banlieues françaises.

Quatre études employant des méthodologies différentes seront présentées. Elles s'attachent à mettre en évidence les relations entre les spécificités socio-économiques connues de ces quartiers et les comportements électoraux. Notamment, elles cherchent à savoir si ces spécificités se traduisent pour autant par des particularités électorales et des comportements électoraux atypiques (niveau d'inscription sur les listes électorales, faiblesse de la participation électorale, importance du vote pour les partis extrémistes...) comparativement à d'autres espaces.

L'étude de C. Fauvelle-Aymar, A. François et P. Vornetti s'appuie sur l'analyse statistique d'un échantillon important de zones urbaines sensibles. A l'aide des techniques statistiques économétrique, elle met en évidence les déterminants de la participation et des choix électoraux dans les bureaux de vote situés dans ces quartiers.

L'étude de H. Rey soulève celle du vote comme réponse aux problèmes socio-économiques. Pour ce faire, elle s'appuie sur l'analyse diachronique des comportements électoraux dans un échantillon de quartiers de grands ensembles.

L'étude de C. Braconnier et J-Y. Dormagen se concentre sur le quartier des Cosmonautes de Saint-Denis (93). Elle fait appel tant à des méthodes quantitatives par l'analyse des listes électorales tenues en mairie, qu'à des méthodes de sondages de sortie d'urnes, ou à des entretiens individuels avec les habitants de la cité. De plus, sa vision à long terme du quartier permet de faire émerger les grandes évolutions politiques qu'a connues le quartier.

Enfin, l'étude de V. Tournier s'intéresse aux rapports à la politique des jeunes de banlieues. Les données utilisées sont tirées à la fois d'une enquête par questionnaires auprès de jeunes grenoblois et d'une série d'entretiens semi directifs.

PROGRAMME

■ Christine FAUVELLE-AYMAR, A. François et P. Vornetti, LAEP, Université de Paris, I

« Les comportements électoraux dans les ZUS françaises : une étude économétrique des déterminants des spécificités électorales de ces territoires. », 2004.

■ H. REY, Cevipof-FNSP,

« Le comportement électoral des habitants des cités » in F. Haegel, H. Rey, Y. Sintomer, *La xénophobie en banlieue*, Paris, L'Harmattan, 2000. (données électorales actualisées pour 2002 et 2004.)

■ Céline BRACONNIER, Université de Cergy, et Jean-Yves Dormagen, Université de Paris 1,

« Étude du vote et de l'abstention dans un quartier de banlieue : la cité des Cosmonautes. »

■ Vincent TOURNIER, IEP de Grenoble, PACTE-CIDSP,
« Une socialisation politique paradoxale : surpolitisation et incivisme des jeunes de banlieues »

RÉSUMÉS

■ Christine FAUVELLE-AYMAR, A. François et P. Vornetti, LAEP, Université de Paris,I

« Les comportements électoraux dans les ZUS françaises : une étude économétrique des déterminants des spécificités électorales de ces territoires. », 2004.

Cette étude s'appuie sur la constitution d'un échantillon original de bureaux de vote entièrement situés géographiquement dans des Z.U.S. À partir des 751 Z.U.S. existant, nous avons sélectionné 210 quartiers portant sur environ 120 communes.

L'analyse descriptive montre que les quartiers étudiés connaissent un niveau de participation plus faible au premier comme au second tour de l'élection comparativement aux niveaux observés pour la France entière. En termes de famille politique, nous constatons que les bureaux de notre échantillon connaissent globalement un vote plus important pour les candidats d'extrême gauche, de gauche, un vote comparable pour l'extrême droite par rapport à la moyenne nationale, mais une droite récoltant moins de suffrages qu'au niveau national.

La seconde étape de l'analyse s'attache à mobiliser les outils des statistiques inférentielles afin d'étudier ces différences de comportement. Les explications théoriques mobilisées s'appuient d'une part sur la sociologie électorale et d'autre part sur l'analyse économique de la participation et du vote. Pour se faire, nous avons croisé notre base de données électorale avec les données socio-économiques disponible pour ces quartiers (recensement INSEE 1999, fichier SIREN, fichier CAF, fichier DGI, etc.).

■ H. REY, Cevipof-FNSP,

« Le comportement électoral des habitants des cités » in F.Haegel, H.Rey, Y.Sintomer, *La xénophobie en banlieue*, Paris, L'Harmattan, 2000. (données électorales actualisées pour 2002 et 2004.)

Les élections législatives de 1986 ont confirmé la poussée électorale du Front National, enregistrée aux européennes de 1984, et ont vu s'accroître la contribution des catégories populaires à ce vote. Dans les bureaux de vote des quartiers destinataires des nouvelles politiques publiques urbaines, la progression de l'abstention et la montée d'un vote protestataire ont donné lieu à de nombreuses interprétations souvent incontrôlées (transfert direct à l'extrême droite de l'ancien électorat communiste, effet mécanique de la présence étrangère..). Il est alors apparu nécessaire de constituer un dispositif d'observation des comportements électoraux, à partir d'un échantillon de bureaux de vote des quartiers, qui permettrait d'évaluer les grandes tendances et de resituer dans un ensemble telle ou telle situation locale apparemment exceptionnelle. Objectif modeste, échantillon réduit (une trentaine de quartiers), représentativité limitée, ce dispositif en quelque sorte artisanal a néanmoins permis pendant une vingtaine d'années, par la

répétition des observations au fil des consultations électorales, de mesurer et, le cas échéant, de relativiser la spécificité du comportement électoral des quartiers. C'est à la reconstitution des principaux résultats de ces études électorales successives et aussi à l'examen de leurs limites (notamment mais pas seulement en raison de l'impossibilité, puis de la difficulté de croisement avec des données socio-démographiques) que sera consacrée cette intervention.

■ Céline BRACONNIER, Université de Cergy, et Jean-Yves Dormagen, Université de Paris 1,

« Étude du vote et de l'abstention dans un quartier de banlieue : la cité des Cosmonautes. »

L'objectif de cette étude de sociologie électorale est de mieux comprendre l'ampleur, les mécanismes et les logiques de la démobilisation électorale à l'œuvre aujourd'hui ; tout particulièrement en milieux populaires. Et de le faire à travers une approche de type « écologique », reposant sur une étude des comportements dans leur contexte effectif. La cité des Cosmonautes, située dans la ville de Saint-Denis, soit dans l'un des territoires emblématiques de l'ex-banlieue rouge, a constitué un site d'observation privilégié.

Sa population est représentative de ce type de quartier : très jeune, fortement marquée par l'immigration - en particulier d'origine africaine - ne comprenant que des revenus modestes et très largement touchée par la précarité et le chômage. Ici, le rapport à la pratique et à l'institution électorales a profondément évolué en l'espace de trois décennies. Alors que, dans les années 1970, l'essentiel des habitants était inscrit sur les listes électorales et qu'on y votait plus que dans le reste du pays, aujourd'hui le vote y est devenu un acte minoritaire. Ce qui s'explique, en premier lieu, par la très faible inscription sur les listes électorales. Par le fait qu'une proportion importante des inscrits - le cinquième des habitants environ - est en réalité « mal inscrite », c'est-à-dire inscrite dans un autre bureau de vote que celui de la cité. Par le fait, enfin, que les « bien inscrits » votent aujourd'hui moins et surtout beaucoup moins fréquemment que par le passé. Nous avons pu établir précisément cette moindre mobilisation et cette plus grande intermittence dans la pratique électorale à partir d'une analyse systématique des listes d'émargement pour tous les scrutins compris entre les présidentielles de 1974 et les Européennes du printemps 2004.

Pour analyser le rapport que les habitants de ce type de quartier populaire entretiennent aujourd'hui à la pratique électorale, nous avons également suivi, dans la cité, les sept tours de scrutin qui se sont déroulés entre les présidentielles de 2002 et les Européennes de 2004. Des méthodes diversifiées ont été mobilisées : questionnaires téléphoniques, questionnaires sortie des urnes à chaque tour de scrutin, entretiens non directifs avec une cinquantaine d'habitants des Cosmonautes et observations ethnographiques lors des périodes électorales ainsi que les jours d'ouverture du bureau de vote.

Il s'agissait ainsi de ne pas négliger les approches classiques en termes de « politisation » des habitants, d'établir les éventuelles attentes politiques de la population et de tenter de mesurer la manière dont sont reçus les messages électoraux. Il s'agissait aussi d'être particulièrement attentif aux influences environnementales susceptibles de favoriser ou au contraire d'entraver la mobilisation. Pour cela, il fallait, entre autres, mieux cerner les groupes informels au sein desquels évoluent les électeurs potentiels : familles, cercles amicaux, voisinage, bandes, milieux professionnels, associations... Ces groupes sont, en effet, plus ou moins susceptibles de participer d'un véritable dispositif informel

de mobilisation électorale dont l'analyse se révèle indispensable pour comprendre l'ampleur de la démobilisation électorale en cours actuellement dans les quartiers les plus populaires des grandes agglomérations.

Cette démobilisation est, en effet, tout autant le produit d'un puissant désenchantement politique que des transformations qui ont affecté les territoires de cité au cours des deux dernières décennies. Parce que " les gens votent en groupe " - comme le soulignaient déjà les premières grandes études de sociologie électorale conduites par Paul Lazarsfeld et son équipe - c'est aussi dans les transformations de ces " groupes " qu'il faut chercher certaines des causes profondes de la montée de l'abstention. Les résultats de l'étude de terrain que nous avons menée aux Cosmonautes nous paraissent confirmer la nécessité d'une approche de ce type. L'ampleur de la démobilisation électorale à l'œuvre dans la cité s'explique, en effet, tout autant par les transformations de la sociabilité en milieux populaires, par l'émergence de nouvelles normes environnementales ou par les évolutions de la condition salariale que par les transformations de l'offre politique.

■ Vincent TOURNIER, IEP de Grenoble, PACTE-CIDSP,
« Une socialisation politique paradoxale : surpolitisation et incivisme des jeunes de banlieues »

Cette communication propose d'étudier le rapport à la politique des jeunes de banlieues afin d'apporter des informations complémentaires aux analyses électorales.

Pour appréhender la situation particulière de ces jeunes, qui cumulent de nombreux handicaps sociaux et culturels, deux grandes hypothèses peuvent être avancées concernant les effets politiques de la marginalité sociale. La première consiste à dire que la marginalité favorise le cynisme et l'apathie, donc mène à une situation de « hors jeu » politique. La seconde soutient au contraire que la marginalité peut favoriser une prise de conscience des problèmes, donc une plus forte politisation et une plus grande propension à l'action et à la revendication politiques. Autant la première hypothèse est pessimiste, puisqu'elle prédit un retrait de la politique, autant la seconde est plus optimiste en ce sens qu'elle annonce une intégration réussie au jeu politique en dépit des difficultés.

Les données que l'on va présenter, qui sont tirées à la fois d'une enquête par questionnaires auprès de 1600 jeunes grenoblois interrogés en 2003 et d'une série d'entretiens semi-directifs réalisés en 2005, montrent que ces deux modèles ne constituent pas de bonnes grilles de lecture. On constate tout d'abord que, si les jeunes des quartiers sont moins attachés au vote, ils présentent néanmoins un niveau relativement élevé de politisation et d'activisme politique. Toutefois, cette politisation s'accompagne aussi d'une plus forte propension aux actions inciviles et à la délinquance, ce qui vient contrecarrer l'hypothèse d'une intégration civique réussie. Ces résultats invitent alors à réfléchir sur les origines, la nature et les effets de cette surpolitisation, dans laquelle le sentiment d'injustice et une certaine idéologie de la victimisation occupent manifestement un rôle charnière.